

DECLARATION PORTANT CREATION DE LA « CONCERTATION PERMANENTE DE L'OPPOSITION DEMOCRATIQUE RWANDAISE »

Les représentants des cinq partis politiques respectivement membres de l'Alliance IGIHANGO (NATION-IMBAGA, ARENA et FDLR) et de l'UNION DES FORCES DEMOCRATIQUES RWANDAISES (FRD et RDR) se sont rencontrés à Bruxelles le samedi 12 octobre 2002 pour conjuguer leurs efforts en vue de faire face à la dictature militaire du régime de Kigali qui, non seulement maintient le peuple rwandais en otage, mais aussi constitue une menace pour la paix dans la sous-région.

Après avoir examiné l'impasse socio-politique qui paralyse le Rwanda et la crise qui frappe la région des Grands Lacs Africains ;

Après avoir constaté la nécessité et l'urgence d'une mise en commun au niveau des forces démocratiques de l'opposition rwandaise ;

Compte tenu des efforts déployés par la communauté internationale en vue de pacifier la région des grands lacs, et en particulier la République Démocratique du Congo ;

Considérant que le Rwanda reste l'épicentre du conflit qui ravage cette région ;

Considérant que le lourd contentieux inter-rwandais non résolu continuera d'alimenter les tensions au Rwanda même et dans la sous-région, tant qu'il n'y aura pas de changement politique majeur au Rwanda ;

Les deux alliances ont décidé de proposer à l'ensemble de l'opposition démocratique rwandaise la mise en place d'un cadre efficace de collaboration dénommé « Concertation Permanente de l'Opposition Démocratique Rwandaise ». L'UFDR et l'Alliance IGIHANGO invitent, pour ce faire, d'autres organisations politiques rwandaises à s'inscrire résolument dans cette dynamique en vue de constituer une alternative crédible au régime belliciste de Kigali.

Les deux alliances ont exprimé leurs vives préoccupations face à la mise en œuvre problématique de l'accord de Pretoria signé entre les gouvernements du Rwanda et de la République Démocratique du Congo. Les deux alliances invitent particulièrement la communauté internationale à rester vigilante face au retrait spectaculaire et fortement médiatisé des troupes de Kigali qui ne s'est pas complètement achevé, contrairement à ce qu'affirment certains, notamment à Kisangani et dans le nord et sud Kivu où des milliers de soldats de l'APR n'ont fait que changer d'uniforme.

Les deux alliances ont vivement déploré la situation précaire des 2.000 combattants membres des FDLR désarmés et cantonnés depuis près d'une année à Kamina. Elles recommandent à la communauté internationale et à la MONUC de privilégier un dialogue constructif avec les concernés afin d'éviter les dérapages constatés lors de la récente mission exploratoire effectuée au Rwanda. Elles demandent instamment que soient appliqués les accords ad hoc en ce qui concerne le retour volontaire de ces personnes.

Les deux alliances ont fermement réaffirmé le caractère incontournable d'un dialogue politique inter-rwandais hautement inclusif. Ce dialogue constitue à leurs yeux l'unique cadre approprié pour dégager un large consensus sur les problèmes vitaux du pays, dont notamment la pacification de la nation, le pluralisme politique, la justice et la réconciliation nationale, la démilitarisation de la société rwandaise et la reconstruction socio-économique.

Les deux alliances dénoncent unanimement la mascarade que constitue le sommet dit de la réconciliation prévu à Kigali du 26 au 28 octobre courant. En effet, les principes et les méthodes à la base de cette rencontre folklorique sont assez révélateurs des supercheries du régime de Kigali qui tente visiblement de berner les non initiés sur sa prétendue volonté d'ouverture alors que c'est la nature même de ce régime qui constitue sans conteste l'obstacle majeur à une véritable réconciliation du peuple rwandais.

Les deux alliances réitèrent leur désaveu total du processus unilatéral d'élaboration d'une constitution et d'une loi électorale taillées sur mesure pour légitimer sa dictature en construisant un bunker juridique susceptible d'assurer sa propre survie politique menacée par une véritable démocratisation.

Les deux alliances appellent tous les rwandais épris de paix et de liberté ainsi que l'ensemble de la communauté internationale à exercer sans relâche des pressions sur le régime du Général Kagame pour obtenir la libération immédiate et sans conditions des prisonniers d'opinion, dont l'ancien Chef de l'Etat Pasteur Bizimungu, l'ancien Ministre Charles Ntakirutinka, l'ancien Député Jean Mbanda et l'ancien Secrétaire Exécutif du Parti MDR Pierre Gakwandi.

Devant le peuple rwandais et la communauté internationale, les deux alliances prennent l'engagement solennel de participer pleinement aux transformations indispensables de la vie socio-politique du pays. Pour ce faire, elles sont dès aujourd'hui prêtes, moyennant des garanties nécessaires, à mener leurs activités à l'intérieur du pays.

Fait à Bruxelles, le 15 octobre 2002

Pour l'Alliance IGIHANGO

Président du Conseil des Présidents

Joseph Ndahimana

Pour l'Union des Forces Démocratiques Rwandaises

Eugène Ndahayo
Président